

Compte rendu des entretiens de Monsieur l'Auditeur militaire N. Van Winsen et Monsieur Enoch RUHIGIRA, Chef de Cabinet du Président Habyarimana les 17,25 ... aout 1994.

Monsieur Ruhigira est ingénieur en sciences agronomiques de Gembloux (1975).

Initialement, il était dans la culture et le commerce du café où il devait faire preuve d'une certaine rigueur à l'égard de ceux qui désiraient en tirer profit. Il a dû céder cette place à des personnes plus favorables à la belle famille du Président.

*il a rejoint
Congrès considéré
- la durée
une br
ultérieurement et
Jean de Diez
18) l'intervalle
n'est resté que
n'est apparu
avant de la
cette la dislocation
enquêtant son
l'ère de la
fi il faisait
revenir son*

Ensuite il a occupé des fonctions importantes au sein du syndicat et c'est là que le Président Habyarimana est venu le chercher en décembre 1990 pour en faire le Ministre à la Présidence (sorte de shadow 1er ministre chargé de la coordination de l'action du gouvernement).

En juin 1991 la nouvelle Constitution rentre en vigueur et en décembre 1991, le premier Ministre, NSANZIMANA Sylvestre forme un nouveau gouvernement MRND et PDC après deux mois de négociations sans succès avec les partis d'opposition. Lui-même est nommé, en raison de sa rigueur, Ministre des Finances au sein de ce gouvernement. De plus il assume la présidence de la Commission chargée de la mise en place d'un gouvernement "multipartite" (avec MRND, MDR, PSD et PL (parti le plus proche du FPR)).

En avril 1992 lors de la création du nouveau gouvernement multipart.(MRND, MDR, PL, PSD, PDC) avec comme 1er Ministre NSENGIYAREMYE Dismas il est appelé par le Président pour occuper les fonctions de directeur de Cabinet du Prési-

dent.

Il continue à occuper cette fonction après la constitution du nouveau gouvernement en juillet 1993 avec comme 1er ministre Agathe UWILINGIYIMANA.

Les accords d'Arusha prévoyaient un nouveau gouvernement avec l'apport du FPR, gouvernement qui devait voir le jour à plusieurs reprises depuis Dec 93 et notamment aussi le 25 mars 1994. En l'absence du FPR la mise en place des institutions n'a pas pu avoir lieu: il y a eu plutôt une réunion avec les Ambassadeurs des pays observateurs le PM, les représentants du FPR et de la Présidence et le FPR considérait le député BARAYAGWEZA du CDR comme indésirable comme membre de l'Assemblée Nationale contre l'avis de tout le monde. C'est à la sortie de cette réunion que le FPR a reproché le regain de popularité du Président Habyarimana. Des mesures ont été prises pour accroître la sécurité du Président en renforçant le cortège de la garde présidentielle. C'est le Col SAGATWA Secrétaire particulier qui était chargé de la coordination de la sécurité présidentielle.

Le Président avait bien l'intention de mettre les institutions en place après son retour de Dar-es-Salam le 6 avril et il avait donné des instructions précises à son chef de Cabinet pour rencontrer le PM et pour mettre au point l'organisation de la mise en place de ces institutions.

En ce qui concerne les assassinats, il suppose que le 1er Ministre avait semé le doute quant à ses intentions- depuis qu'elle avait organisé chez elle début avril 94 une réunion de tous les officiers venant, comme elle, du Sud du Rwanda: à ce moment là certains chuchotaient qu'elle avait l'intention d'organiser un coup d'état. Les autres Ministres tués se trouvaient sans doute, pour certains, selon la clameur publique trop proches du FPR.

En ce qui concerne la chute de l'avion présidentiel il ne croit pas que l'initiative puisse se trouver parmi les proches du Président car il ne voit pas un intérêt quelconque de qui que ce soit parmi eux de liquider le Président. C'est le Ministre de la défense qui a désigné le chef d'état major NSABIMANA D. pour accompagner le Président à Dar-Es-Salam. Par contre il estime que le FPR avait tout intérêt de liquider le Président notamment pour avoir le champs libre.

D'une communication téléphonique et le contact qu'il a eus avec le Ministre de l'intérieur MUNYAZESA Faustin, ^{il revolta} qu'à Dar-es-Salam le Président de l'Ouganda a tout fait pour retarder la réunion et pour obliger ainsi le Président à voyager la nuit.

1998

A sa connaissance il n'existait pas de plan à exécuter en cas de crise comme celle qui résulte de la mort de Président. Il n'exclut pas l'existence d'un tel plan sur le plan militaire mais il n'en a pas été informé. Il admet que les dispositions prises immédiatement après la mort du Président (barrages, assassinats, séquestrations, etc...) peuvent également relever d'une simple improvisation. Cette hypothèse n'est pas à exclure.

Il n'a jamais été informé au sujet ou l'existence de listes. Il apprend maintenant qu'il figure lui-même sur la liste FPR.

La famille du Président n'a jamais été dans les bonnes grâces de l'armée.

Il est prêt à déclarer formellement qu'avec les éléments qu'il connaît et officie dans l'affaire de la chute ou l'assassinat, rien il affirme qu'aucun lien n'est convenue.

J. D R n'est pas de la famille.